

# Réforme du Secteur de la Sécurité

## MANDAT

Les Sections RSS-DDR, en coordination avec les autres composantes de la MINUSMA et les partenaires nationaux et internationaux, soutiennent les efforts du Mali dans la réforme de ses institutions sécuritaires à travers des actions stratégiques, techniques et financières dans le cadre de trois axes prioritaires :

- la réforme du secteur de la défense et de la sécurité ;
- le contrôle civil et démocratique du secteur de la sécurité
- la sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères.

## EXEMPLES ET RESULTATS

- En collaboration avec le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants ainsi qu'avec le Ministère de la Sécurité, les Sections RSS-DDR de la MINUSMA appuient toutes les institutions de sécurité dans l'élaboration des politiques nationales et le renforcement des capacités. Elles soutiennent l'élaboration d'une stratégie nationale contre le terrorisme et la criminalité organisée et d'une stratégie nationale pour la sécurisation des frontières. Elles appuient également la sensibilisation, la formation, l'équipement et la réhabilitation d'infrastructures. Ainsi, elles ont assuré l'impression de milliers de documents de gestion administrative et d'instruction pour les Forces Armées Maliennes et conduit des projets QIPS pour les bureaux des inspections des forces de sécurité et un projet pilote de réhabilitation des postes frontaliers de la Gendarmerie et de la Police dans la région de Gao.
- Les Sections RSS-DDR de la MINUSMA ont soutenu les études pour la mise sur pied du Conseil National pour la Réforme du Secteur de Sécurité (CNRSS), un organe d'orientation stratégique présidé par le Président de la République du Mali. Le CNRSS est assisté par une cellule de coordination technique et des comités ministériels qui, tous, seront soutenus par les sections RSS-DDR de la MINUSMA dans leur fonctionnement quotidien.
- Elles ont initié un mécanisme de coordination de tous les partenaires internationaux soutenant le Mali dans la réforme et la gouvernance de ses institutions de sécurité, via un Comité Stratégique RSS-DDR réunissant les représentations diplomatiques et les organisations internationales. Un Groupe Technique de Travail RSS-DDR se réunit chaque mois pour préparer et soutenir les travaux de ce comité.
- De décembre 2014 à juillet 2015, les Sections RSS-DDR, ont organisé plusieurs ateliers en collaboration avec différents partenaires tels que : le National Democratic Institute (NDI), la Commission Défense, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée Nationale, DCAF ou encore la Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères (CONASCIPAL). Ces ateliers ont porté sur les thèmes suivants : l'auto-évaluation des parlementaires Maliens sur le contrôle démocratique du secteur de la sécurité ; sur la sensibilisation sur la RSS destiné aux acteurs de la Société Civile, afin qu'ils puissent renforcer leur rôle dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité ; sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité avec les parlementaires des commissions défense et sécurité du Burkina Faso, du Mali et du Niger, ou encore sur le rôle de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité. Le but de cet atelier était d'engager les organisations de la société civile dans le processus national de RSS et de leur fournir les outils nécessaires à la veille citoyenne sur le secteur de la sécurité.